

taire parce que le service d'interprétation a mis un peu de temps à donner la réponse du ministre. Puisque la personne en cause n'avait peut-être pas de visa pour venir au Canada, le ministre serait-il prêt à faire une déclaration une fois l'enquête terminée, étant donné que ce qui se produit dans d'autres aéroports pourrait se produire chez nous.

[Français]

L'hon. M. Goyer: Si cela est d'intérêt public, sûrement, monsieur le président.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LA COORDINATION DES PROGRAMMES

[Traduction]

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. A la suite des déclarations faites hier, d'une part, à Saint-Jean par le secrétaire du département de la Science et de la Technologie voulant qu'il n'y ait aucune coordination des politiques canadiennes relatives à l'espace ou aux fonds marins, et d'autre part à Stockholm par le ministre de l'Environnement qui a précisé que le Canada est prêt à verser 100 millions de dollars à la caisse d'un programme mondial pour l'amélioration du milieu, quelles mesures le gouvernement prend-il pour assurer que ces programmes seront coordonnés par l'intermédiaire ou du département de la Science et de la Technologie ou du ministère de l'Environnement?

• (1430)

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne la seconde partie de la question, je pourrais saisir l'occasion pour indiquer au député que les journaux ont déjà publié un rectificatif au sujet des 100 millions. Le gouvernement a décidé et le ministre a annoncé que, si un fonds de quelque 106 millions était établi, le gouvernement pourrait, dans certaines conditions qui lui conviendraient, consentir à contribuer un montant de 5 à 7 millions. Voilà pour ce qui concerne les 100 millions, monsieur l'Orateur.

Quant à la collaboration mentionnée dans la question, c'est en effet la fonction même du nouveau département de la Science et de la Technologie que de mieux coordonner tous les aspects de la science et de la technologie au Canada.

LES POURPARLERS CANADO-AMÉRICAINS AU SUJET D'UNE POLITIQUE CONTINENTALE—LA POSITION DU CANADA À STOCKHOLM

M. McGrath: Quelles mesures ont été prises en vue de l'élaboration d'une politique continentale d'environnement avec les États-Unis? Si je pose cette question, c'est à cause de l'opposition que les Américains semblent faire à la position que nous prenons à la Conférence de Stockholm.

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, le député n'a qu'à se rappeler, je pense, la discussion très fructueuse que j'ai eue avec le président Nixon il y a quelques semaines sur ce sujet même.

Des voix: Oh, oh!

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, les députés qui rient ne viennent certainement pas de l'Ontario. Je vois que l'un d'eux vient de Peace River qui a son propre problème de pollution.

M. Baldwin: J'y vois en ce moment.

Le très hon. M. Trudeau: L'accord conclu entre les États-Unis et le Canada portait sur l'élimination et la prévention de la pollution dans les Grands lacs. Si le député des Maritimes et celui de Peace River voulaient se mettre à l'œuvre, nous réussirions peut-être à réaliser les mêmes projets dans leurs régions.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. McGrath: Monsieur l'Orateur, il se trouve que je suis député d'une province atlantique, beaucoup plus vaste que les provinces Maritimes. A-t-on consulté en quelque façon les Américains avant la conférence de Stockholm afin de concerter dans une certaine mesure nos attitudes face aux problèmes écologiques mondiaux?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, le député n'ignore pas que cette conférence est organisée sous l'égide des Nations Unies. En fait, c'est un Canadien, M. Maurice Strong, qui en est le coordonnateur et l'organisateur. Il a consulté tous les gouvernements participants, dont le nôtre, et nous lui avons fait part de notre désir de participer à la conférence dans un esprit de collaboration très positif. La Chambre et le pays auront remarqué, j'espère, que le gouvernement canadien a adopté à Stockholm une position très hardie. Je ne crois pas que l'endroit soit bien choisi pour critiquer ce que font les États-Unis. Il faut attendre au moins la fin de la conférence pour voir s'il y aura moyen d'en assurer le succès.

* * *

LES ANCIENS COMBATTANTS

LES PENSIONS—DEMANDE DE RENVOI AU COMITÉ PERMANENT

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Affaires des anciens combattants, j'aimerais adresser ma question à son secrétaire parlementaire. Compte tenu des instances continuelles présentées par les associations d'anciens combattants à l'égard du taux de base des pensions ainsi que de l'engagement pris par le ministre des Affaires des anciens combattants que cette question serait renvoyée au comité permanent des affaires des anciens combattants, et vu le nombre de questions qui ont été posées à la Chambre au cours de la semaine dernière, le secrétaire parlementaire peut-il nous dire si cette question sera renvoyée au comité permanent?

M. Lloyd Francis (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires des anciens combattants): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai indiqué l'autre jour, je signalerai cette question au ministre qui fera une déclaration en temps utile.